

## MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DES TRANSPORTS, DU LOGEMENT, DU TOURISME ET DE LA MER

### Arrêté du 15 juillet 2003 relatif aux plafonds de ressources opposables à certains bénéficiaires des subventions de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat en cas de certaines situations exceptionnelles

NOR: EQUU0300521A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer et le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 301-1, L. 301-2, R. 321-1 et R. 321-22;

Vu le code des assurances, notamment ses articles L. 125-1 et L. 122-7;

Vu le décret n° 2001-351 du 20 avril 2001 relatif à l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2001 relatif aux plafonds de ressources applicables à certains bénéficiaires des subventions de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat;

Vu la délibération n° 2002-29 du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat en date du 20 décembre 2002;

Vu l'avis du Conseil national de l'habitat du 3 avril 2003,

Arrêtent :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Lorsque l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat met en œuvre un régime d'aides consécutif à une catastrophe dont l'ampleur ou l'intensité atteste d'un caractère exceptionnel ou qui donne lieu à un dispositif d'intervention arrêté par décision interministérielle, les plafonds de ressources mentionnés au dernier alinéa de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation sont portés à 220 % des plafonds de ressources fixés à l'annexe 1 de l'arrêté prévu à ce même article.

**Art. 2.** – Le directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction, le directeur du Trésor et le directeur du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 juillet 2003.

*Le ministre de l'équipement, des transports,  
du logement, du tourisme et de la mer,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général de l'urbanisme,  
de l'habitat et de la construction,*

F. DELARUE

*Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur du Trésor :

*La sous-directrice,*

M.-A. BARBAT-LAYANI

*Le ministre délégué au budget  
et à la réforme budgétaire,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur du budget :

*La sous-directrice,*

C. BUHL

### Arrêté du 22 juillet 2003 portant délégation de signature

NOR: EQU0301027A

Le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer,

Vu le code des marchés publics;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1926 relatif à des mesures de simplification administrative concernant les ports maritimes et les voies navigables;

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 modifié autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;

Vu le décret n° 53-1169 du 28 novembre 1953 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret du 30 septembre 1953 sur la réforme du contentieux administratif, modifié par le décret du 29 janvier 1957;

Vu le décret n° 85-659 du 2 juillet 1985 modifié fixant l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'urbanisme, du logement et des transports;

Vu le décret du 15 novembre 2001 portant nomination du directeur des transports terrestres;

Vu le décret du 17 juin 2002 portant nomination du Premier ministre;

Vu le décret du 17 juin 2002 relatif à la composition du Gouvernement;

Vu le décret n° 2002-983 du 12 juillet 2002 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer;

Vu l'arrêté du 2 mai 1997 modifié portant organisation de la direction des transports terrestres;

Vu l'arrêté du 29 mai 1997 modifié portant organisation des sous-directions de la direction des transports terrestres en bureaux;

Vu l'arrêté du 17 juillet 2002 modifié portant délégation de signature,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – L'article 6 de l'arrêté du 17 juillet 2002 susvisé est modifié comme suit :

« **Art. 6.** – En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrick Labia, sous-directeur :

1<sup>o</sup> M. Gilles Rat, ingénieur des ponts et chaussées, directement placé sous son autorité, a délégation pour signer tous actes, arrêtés, décisions et pièces administratives, dans la limite des attributions qui lui sont confiées;

2<sup>o</sup> M. Nicolas Ferrand, ingénieur des ponts et chaussées, M. Jacques Lesne, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, chef d'arrondissement, et M. Benoît Dingremont, attaché principal d'administration centrale, ont délégation pour signer tous actes, arrêtés, décisions et pièces administratives, dans la limite des attributions qui leur sont confiées. »

**Art. 2.** – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 juillet 2003.

GILLES DE ROBIEN

## MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

### Décret du 24 juillet 2003 portant classement d'un site

NOR: DEVN0310058D

Par décret en date du 24 juillet 2003, est classé parmi les sites du département du Cher l'ensemble formé par les marais de l'Yèvre et de la Voiselle sur le territoire de la commune de Bourges (1).

(1) Le texte intégral de ce décret et les plans annexés pourront être consultés à la préfecture du Cher et à la mairie de Bourges.

# MINISTRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ampliation certifiée conforme  
Pour le Secrétaire Général du Gouvernement



DECRET, du 24 JUIL. 2003

durant classement parmi les sites du département du Cher  
de l'ensemble formé par les marais de l'Yèvre et de la Voiselle  
sur le territoire de la commune de Bourges

Jean-Pierre RUPAIN

NOR : 

DEL	N	03	1	0	0	5	8	D
-----	---	----	---	---	---	---	---	---

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'écologie et du développement durable,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 341-1 à L. 341-6 ;

Vu le décret n°69-607 du 13 juin 1969 portant application des articles 4 et 5-1 de la loi modifiée du 2 mai 1930 sur la protection des sites ;

Vu les résultats de l'enquête administrative prescrite par arrêté préfectoral en date du 9 avril 2001, qui s'est déroulée du 23 avril au 23 mai 2001, notamment l'absence de consentement des propriétaires ;

Vu la délibération du conseil municipal de Bourges en date du 29 juin 2001 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale des sites, perspectives et paysages du Cher en date du 14 décembre 2001 ;

Vu l'avis émis par la commission supérieure des sites, perspectives et paysages en date du 10 avril 2002 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Considérant que la conservation du site constitué par les marais de l'Yèvre et de la Voiselle, sur le territoire de la commune de Bourges (Cher) présente, en raison de son caractère pittoresque et historique, un intérêt général au sens de l'article L. 341-1 du code de l'environnement,

## DECRETE

### ARTICLE 1 :

Est classé parmi les sites du département du Cher, sur le territoire de la commune de Bourges, l'ensemble formé par les marais de l'Yèvre et de la Voiselle, d'une superficie de 130 hectares

environ, délimité comme suit, conformément à la carte au 1/25.000ème et aux plans cadastraux annexés au présent décret :

En partant de l'angle *sud-est* de la parcelle 148a de la section BV, et en tournant dans le sens inverse des aiguilles d'une montre :

#### à l'Est :

##### **Section BV**

- la Chaussée de Chappe vers le *nord* jusqu'à l'angle *sud* de la parcelle 28
- les limites *sud* et *ouest* de la parcelle 28
- une ligne fictive traversant la Voiselle depuis l'angle *nord* de la parcelle 28 et atteignant l'angle *ouest* de la parcelle 29
- la limite *nord-ouest* de la parcelle 29
- la limite *sud* de la parcelle 29a
- la Chaussée de Chappe vers le *nord* jusqu'à l'angle *sud-est* de la parcelle 159a
- les limites *sud*, *ouest* et *nord-ouest* de la parcelle 159a
- la limite *ouest* de la parcelle 157a
- une ligne fictive depuis l'angle *nord-ouest* de la parcelle 157a et atteignant l'angle *sud-est* de la parcelle 35
- la limite *est* de la parcelle 35
- le chemin de Caraqui vers l'*est* jusqu'à la Chaussée de Chappe
- la Chaussée de Chappe vers le *nord* jusqu'à l'angle *sud-est* de la parcelle 39a
- les limites *sud* et *ouest* de la parcelle 39
- une ligne fictive atteignant l'angle *sud-ouest* de la parcelle 40
- la limite *ouest* des parcelles 40, 41 et 42
- la limite *sud* de la parcelle 43 vers l'*ouest*
- la limite *ouest* des parcelles 43 et 44
- la limite *nord* de la parcelle 44 jusqu'à l'angle *sud-ouest* de la parcelle 163
- la limite *ouest* des parcelles 163, 162, et dans leur prolongement une ligne fictive traversant le chemin

##### **Section BO**

- la limite *sud-ouest* de la parcelle 201
- la limite *ouest* de la parcelle 199
- la limite *sud-ouest* de la parcelle 200 vers le *nord-ouest*
- la limite *nord-ouest* de la parcelle 200
- la limite *nord-ouest* de la parcelle 201
- la limite *nord-ouest* des parcelles 167 et 168

## Section BX

- la limite *sud-ouest* de la parcelle 255a jusqu'à l'emprise SNCF
- au Nord
  - l'emprise SNCF vers l'*ouest* : sections BX, BO, BP, et HT jusqu'à un point situé dans le prolongement du côté *ouest* de la parcelle 224 de la section HT

## Section HT

- une ligne fictive reliant ce point à l'angle *nord-ouest* de la parcelle 224
- le côté *ouest* de la parcelle 224
- une ligne fictive reliant l'angle *sud-ouest* de la parcelle 224 à l'angle *nord-ouest* de la parcelle 6a
- le côté *ouest* de la parcelle 6a
- une ligne fictive reliant l'angle *sud* de la parcelle 6a à l'angle *nord* de la parcelle 9
- les côtés *sud-est*, *est*, *nord* et *ouest* de la parcelle 10
- le côté *sud* de la parcelle 11a
- une ligne fictive reliant l'angle *sud-ouest* de la parcelle 11a à l'angle *sud-est* de la parcelle 401
- le côté *sud* de la parcelle 401
- à l'ouest
  - le côté *ouest* des parcelles 397 et 412
  - une ligne fictive reliant l'angle *sud-ouest* de la parcelle 412 à l'angle *nord-ouest* de la parcelle 27a
  - la limite *ouest* de la parcelle 27a
  - la limite *sud* de la parcelle 27a vers l'*est* jusqu'à la limite du bâti de la parcelle 29
  - la limite *est* du bâti de la parcelle 29 jusqu'à son angle *sud-est*
  - depuis ce point, une ligne fictive atteignant l'angle *nord-ouest* de la parcelle 30
  - la limite *ouest* de la parcelle 30
  - la limite *sud* de la parcelle 30 jusqu'à la borne située sur le côté *sud* de cette parcelle et à 18 m de son angle *sud-ouest*
  - depuis ce point, une ligne fictive atteignant l'angle *nord-est* de la parcelle 60
  - la limite *est* de la parcelle 60
  - depuis l'angle *sud-est* de la parcelle 60, une ligne fictive traversant la rue de Babylone jusqu'à l'angle *nord-ouest* de la parcelle 281
  - la limite *nord* de la parcelle 281
  - le ruisseau dit des Quatre Pelles vers le *sud*
  - la limite *nord* du Cour Saint-Quentin jusqu'à l'avenue Marx Dormoy
  - l'avenue Marx Dormoy vers le *sud*

## Section BS

- le Boulevard Chanzy vers le *sud* jusqu'à l'angle *nord-ouest* de la parcelle 256
- les limites *nord* et *est* de la parcelle 256
- la limite *ouest* des parcelles 232 à 241
- la limite *sud* de la parcelle 241
- la limite *est* de la parcelle 242

## Section BT

- la limite *est* des parcelles 1 et 2
- la limite *sud* de la parcelle 2
- la limite *ouest* des parcelles 3 à 6
- au sud
  - la limite *sud-ouest*, puis *sud-est* des parcelles 793 et 708
  - les limites *nord-ouest* et *nord-est* de la parcelle 707
  - la limite *nord-est* de la parcelle 9
  - la limite *nord-ouest* de la parcelle 10 vers le *nord-est*
  - la limite *nord-ouest* de la parcelle 751
  - les limites *nord-ouest* et *nord-est* de la parcelle 752
  - une ligne fictive traversant le chemin rural n° 9 dit des Prébendes dans le prolongement de la limite *nord-est* de la parcelle 752
  - la limite *ouest* de la parcelle 16 vers le *sud*
  - la limite *nord* des parcelles 17 et 18
  - la limite *est* de la parcelle 18
  - la limite *nord* de la parcelle 19 vers l'*est*
  - la limite *est* des parcelles 19 à 24
  - une ligne fictive reliant l'angle *sud* de la parcelle 24 à l'angle *nord-ouest* de la parcelle 58
  - la limite *nord* de la parcelle 58
  - la limite *ouest* de la parcelle 65a vers le *sud*
  - la limite *sud* de la parcelle 65a
  - une ligne fictive partant de l'angle *sud-est* de la parcelle 65a et atteignant l'angle *sud-ouest* de la parcelle 67a
  - la limite *sud* de la parcelle 67a
  - la limite *ouest* de la parcelle 68a jusqu'au Chemin des Communes
  - le Chemin des Communes vers l'*est*
  - la limite *est* de la parcelle 68a jusqu'à l'angle *sud-ouest* de la parcelle 810a
  - la limite *sud* de la parcelle 810a
  - la limite *est* de la parcelle 810a jusqu'à l'angle *nord-ouest* de la parcelle 74
  - la limite *nord* des parcelles 74 à 76

- la limite *est* de la parcelle 76 vers le *sud* jusqu'au point situé dans le prolongement de la limite *sud* de la parcelle 79
- une ligne fictive atteignant l'angle *sud-ouest* de la parcelle 79
- la limite *sud* des parcelles 79, 87a, 88a et 89a
- une ligne fictive prolongeant la limite *sud* de la parcelle 89a jusqu'à la limite *est* de la parcelle 90
- la limite *est* de la parcelle 90 vers le *nord* jusqu'à l'angle *sud-ouest* de la parcelle 91a
- la limite *sud* de la parcelle 91a
- la limite *ouest* de la parcelle 92a vers le *sud*
- la limite *sud* de la parcelle 92a
- une ligne fictive partant de l'angle *sud-est* de la parcelle 92a et atteignant l'angle *sud-ouest* de la parcelle 580
- la limite *sud* des parcelles 580, 591 et 585
- la limite *est* de la parcelle 585 jusqu'à l'angle *sud-ouest* de la parcelle 95a
- la limite *sud* de la parcelle 95a
- une ligne fictive partant de l'angle *sud-est* de la parcelle 95a et atteignant l'angle *sud-ouest* de la parcelle 99a
- la limite *sud* de la parcelle 99a
- la limite *ouest* de la parcelle 100a vers le *sud* et son prolongement jusqu'à la rive gauche de l'Yèvre
- la rive gauche de l'Yèvre

#### **Section BV**

- la rive gauche de l'Yèvre vers l'*est* jusqu'à l'angle *nord-est* de la parcelle 213
- les limites *ouest* et *sud* de la parcelle 12a jusqu'à l'angle *nord-est* de la parcelle 176
- la limite *est* de la parcelle 176 jusqu'à l'angle *sud-ouest* de la parcelle 190
- la limite *nord* de la parcelle 23 vers l'*est*
- les limites *ouest* et *nord* de la parcelle 26
- la limite *ouest* de la parcelle 148a vers le *sud*
- la limite *nord* des parcelles 146 et 147 jusqu'à l'angle *sud-est* de la parcelle 148a, point de départ de la présente délimitation.

#### **ARTICLE 2**

Le présent décret sera notifié au préfet du Cher et au maire de Bourges.


#### **ARTICLE 3**

Le présent décret, la carte au 1/25.000ème et les plans cadastraux annexés pourront être consultés à la préfecture du Cher et à la mairie de Bourges.

#### ARTICLE 4

La ministre de l'écologie et du développement durable est chargée de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 JUIL. 2003

 Jean-Pierre RAFFARIN

Par le Premier ministre

La ministre de l'écologie et du développement durable,

Roselyne BACHELOT